

PREFECTURE DE LA MOSELLE

DIRECTION
DE L'ADMINISTRATION
GENERALE

Bureau de
l'Environnement

Affaire suivie par M. TALAU
☎ : 03.87.34.88.97 - JT/LS
ARMSOLV.DOC

ARRETE

- GSF



N° 97-AG/2 - 113
en date du 12 MAI 1997

mettant en demeure la Société SOLVAY de présenter une étude des dangers présentant les causes de l'incident survenu le 11 novembre 1996 ainsi que de mettre en place un système de régularisation sur la ligne n° 3 de ses installations à SARRALBE.

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA MOSELLE
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié portant application de la loi susvisée ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 96-AG/2-310 du 4 juin 1996 réglementant les activités de la Société SOLVAY à SARRALBE ;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées du 4 décembre 1996 ;

VU le rapport présenté par la Société SOLVAY sur les circonstances de l'incident du 11 novembre 1996 et sur ses conséquences ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du 3 avril 1997 ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

Arrête

Article 1er : La Société SOLVAY basée à SARRALBE devra présenter sous un délai de six mois après parution du présent arrêté une étude des dangers présentant notamment les causes précises ayant mené à l'incident du 11 novembre dernier sur le réacteur n° 1 de la ligne 3 de l'unité de production de polypropylène ainsi que les conséquences possibles (sinistre, pollution de l'environnement,...) d'un tel incident compte tenu notamment de la formation d'un nuage d'hydrocarbures (monomère propylène).

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté Egalité Fraternité

Article 2 : La Société SOLVAY équipera la ligne n° 3 de l'unité de production de polypropylène du système de régulation évoqué dans le rapport d'incident daté du 18 décembre 1996 (réf. S-AGm/MK n° 25765), et identique à celui qui équipe d'ores et déjà la ligne n° 2.

Ce système devra être mis en place dès notification du présent arrêté.

Article 3:

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,
Le Sous-Préfet de FORBACH,
Le Maire de SARRALBE,
L'Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de STRASBOURG par le demandeur ou l'exploitant dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

METZ, le 12 MAI 1997

POUR AMPLIATION

Le Chef de Bureau



M.C. LERLE



LE PREFET,

Pour le Préfet.

Le Secrétaire Général.

Joël TIXIER